



Benjamin Netanyahu : de marionnettiste à marionnette – mais pas encore vaincu

À l'approche des élections législatives israéliennes, qui devront se tenir au plus tard le 27 octobre 2026, FokusIsrael.ch vous présentera les principaux dirigeants politiques du pays. Nous commençons par le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Par Jan Kapusnak ⁱ

Benjamin Netanyahu est le Premier ministre israélien [ayant exercé le plus longtemps](#), avec près de dix-neuf ans au pouvoir. Il a dirigé le Likoud pendant vingt-sept ans au total, ce qui fait de lui la figure emblématique du plus grand parti de droite d'Israël et l'homme politique le plus expérimenté du pays.

Le Likoud était autrefois un parti [national-libéral](#), axé sur la sécurité, qui défendait le libre marché et un État limité. Cependant, M. Netanyahu a transformé le Likoud en un parti centré sur sa propre personne, où sa survie politique prime sur l'intérêt national. Le parti est devenu plus populiste, illibéral et anti-institutionnel, polarisant la société par le biais de guerres culturelles et d'attaques contre la démocratie, tout en négligeant l'éducation, les transports et le coût de la vie.

Ce changement n'était pas uniquement d'ordre idéologique. Le Likoud, autrefois un parti marqué par des personnalités fortes et des débats internes, est devenu un parti de fidèles où toute opposition interne peut s'avérer politiquement fatale. Des personnalités telles que [Moshe Ya'alon](#), [Gideon Sa'ar](#), Moshe Kahlon, Dan Meridor, [Yoav Gallant](#) et [Yuli Edelstein](#) ont soit quitté le parti, soit été écartées. Les ministres se comportent de moins en moins comme des hommes politiques indépendants et de plus en plus comme ses marionnettes.

Des promesses non tenues

Pendant des décennies, l'image de Netanyahu s'est appuyée sur une seule promesse : lui seul pouvait protéger Israël. Il était « M. Sécurité », le dirigeant qui prétendait mieux comprendre le Hamas, le Hezbollah et l'Iran que ses rivaux, tout en qualifiant d'anciens chefs de l'armée israélienne, tels que Benny Gantz et Gadi Eisenkot, de faibles ou d'inaptes à diriger.

Puis vint le 7 octobre 2023. Le pire massacre de Juifs depuis l'Holocauste s'est produit sous le mandat de Netanyahu. Le Hamas a réduit à néant les hypothèses de dissuasion militaire, de supériorité en matière de renseignement, de technologie frontalière et de stabilité financée par le Qatar sur lesquelles reposait sa doctrine de



Benjamin Netanyahu : de marionnettiste à marionnette – mais pas encore vaincu

sécurité.

Netanyahu a promis [une « victoire absolue »](#) sur le Hamas, déclarant en février 2024 qu'Israël était « à deux doigts » de l'obtenir et que la guerre serait remportée en quelques mois. Il s'est également engagé à éliminer les menaces émanant du Hezbollah et de l'Iran. Israël a effectivement infligé de lourds dommages : le Hamas a été considérablement affaibli, le Hezbollah a été durement touché, et le programme de missiles ainsi que les installations nucléaires de l'Iran ont été endommagés. Mais aucune de ces menaces n'a été éliminée, et le nord d'Israël, en particulier, est resté en danger.

Les pressions américaines ont peut-être limité la liberté d'action d'Israël, mais cela a également affaibli le discours de Netanyahu : celui-ci présentait depuis longtemps Trump comme son allié le plus proche et la garantie ultime de sa sécurité. Après le mémorandum controversé conclu avec l'Iran, de nombreux Israéliens se sont sentis trahis ; en juillet 2026, [seuls 28 %](#) d'entre eux estimaient que Trump agissait principalement dans l'intérêt de la sécurité d'Israël.

Absence d'assumption des responsabilités concernant le 7 octobre

Le refus de M. Netanyahu d'assumer la responsabilité des événements du 7 octobre est devenu un enjeu central des élections de 2026. Les hauts responsables de l'armée israélienne (IDF) et du Shin Bet ont assumé leurs responsabilités ou [ont démissionné](#); M. Netanyahu, lui, ne l'a pas fait. Au lieu de soutenir la création d'une commission d'enquête nationale [indépendante](#), lui et sa coalition ont insisté pour mettre en place une commission [composée de membres nommés pour des raisons politiques](#), destinée à diluer les responsabilités et à rejeter la faute sur le passé : sur [les accords d'Oslo](#), sur le désengagement de Gaza, sur les responsables de la sécurité qui, selon le camp de Netanyahu, l'auraient délibérément induit en erreur, ainsi que sur les manifestants opposés à sa réforme judiciaire.

Netanyahu avait laissé entendre que cette guerre sur plusieurs fronts mettrait un frein aux conflits internes les plus clivants en Israël, mais son gouvernement n'a jamais renoncé à cette réforme. Celle-ci était présentée comme un remède à l'activisme judiciaire : elle visait à limiter les pouvoirs de la Cour suprême, à affaiblir le procureur général et à renforcer le contrôle politique sur les nominations



Benjamin Netanyahu : de marionnettiste à marionnette – mais pas encore vaincu

judiciaires. Ses opposants y voyaient une tentative de supprimer les freins et contrepoids.

Le danger n'était plus seulement théorique. Cette semaine, le gouvernement de Netanyahu a déclaré qu'il [ignorerait](#) les décisions de la Haute Cour qui ne correspondaient pas à son programme idéologique, ce qui a poussé le président Isaac Herzog à avertir que le non-respect des décisions de justice constituait une «[ligne rouge](#) ». Dans un pays dépourvu de constitution écrite, la crise revêtait un caractère particulièrement grave.

Cette vision du monde s'est renforcée à mesure que les enquêtes se resserraient autour de M. Netanyahu et de son entourage. Netanyahu est jugé depuis 2020 pour des faits de corruption, de fraude et d'abus de confiance. Il nie toute malversation et qualifie ces poursuites de persécution politique. Son camp dépeint les juges, les procureurs, les journalistes, les « gauchistes » et les responsables de la sécurité comme un «[État profond](#) » hostile, déterminé à le destituer.

D'autres scandales ont jeté de l'huile sur le feu. Dans l'affaire « Qatargate », [des proches conseillers de Netanyahu](#) – dont Jonatan Urich et Eli Feldstein – ont fait l'objet d'une enquête pour des liens présumés avec des intérêts qatariens, alors que Doha jouait le rôle de médiateur dans les négociations sur les otages et le cessez-le-feu avec le Hamas. Dans l'« affaire des fuites du BILD », des renseignements classifiés concernant la stratégie de négociation du Hamas ont été divulgués au journal allemand BILD peu après l'assassinat de six otages israéliens à Gaza. Eli Feldstein a été mis en examen, et Jonatan Urich a par la suite été inculpé pour avoir divulgué des informations classifiées dans l'intention de [porter atteinte à la sécurité de l'État](#). Eli Feldstein a affirmé que cette fuite visait à influencer l'opinion publique et à réduire la pression exercée sur M. Netanyahu concernant les négociations sur les otages, ce qui a renforcé le soupçon selon lequel le sort des otages n'était pas sa véritable priorité.

La dépendance vis-à-vis des Haredim et de l'extrême droite

La dépendance de M. Netanyahu vis-à-vis des partis ultra-orthodoxes est tout aussi néfaste. Après des années de guerre et de service de réserve, les Forces de défense d'Israël (FDI) ont besoin de davantage de soldats. Pourtant, M. Netanyahu continue



Benjamin Netanyahu : de marionnettiste à marionnette – mais pas encore vaincu

de protéger les exemptions de service militaire accordées aux Haredim, même après que la Cour suprême [a jugé](#) qu'elles n'avaient aucun fondement juridique – ce qui explique en partie pourquoi les partis ultra-orthodoxes partagent son hostilité envers la Cour. Les manifestations des Haredim contre la conscription ont [bloqué](#) à plusieurs reprises des routes et perturbé les transports, provoquant la colère de nombreux Israéliens bloqués pendant des heures. Sa coalition a présenté un projet de loi visant à consacrer le [statut particulier des étudiants des yeshivas](#) et, dans des versions antérieures, à placer l'étude de la Torah au même niveau que le service militaire. Pour de nombreux Israéliens qui servent sous les drapeaux, paient des impôts et supportent le fardeau de la guerre, cet arrangement leur semble profondément injuste.

Netanyahu a également légitimé l'extrême droite, par le biais d'un discours prônant l'annexion et en faisant entrer Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich, jusqu'alors en marge, au sein du gouvernement. Leurs déclarations ont suscité l'indignation en Israël et [à l'étranger](#), tandis que leur influence sur la police et la politique en Cisjordanie a transformé [la violence des colons](#) en un risque diplomatique et sécuritaire. Netanyahu a toléré cette situation car l'extrême droite était indispensable à sa coalition. Lorsque le problème est devenu plus difficile à ignorer, il a reproché aux tribunaux d'être trop indulgents envers les colons violents.

Impopulaire – mais pas encore vaincu

Tout cela jette une ombre même sur les véritables réalisations de Netanyahu. Il a contribué à renforcer les liens entre Israël et l'Inde et a élargi les relations avec certaines parties du monde arabe sunnite grâce aux accords d'Abraham conclus avec les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan.

Netanyahu est profondément [impopulaire](#) en Israël : un sondage réalisé en juin par l'Institut israélien pour la démocratie a révélé que 61 % des Israéliens ne souhaitent pas qu'il se présente à nouveau. [Des sondages récents montrent que](#) le parti Yashar de Gadi Eisenkot, son principal rival, est à égalité, voire devance le Likoud – ce qui revêt une forte symbolique, puisque M. Eisenkot fait partie de ces anciens généraux que M. Netanyahu a longtemps écartés.

Pour autant, les élections israéliennes se remportent grâce à l'arithmétique des coalitions, et non en arrivant en tête. Le bloc de Netanyahu [recueille dans les sondages moins que](#) les 61 sièges nécessaires pour obtenir la majorité à la Knesset,



Benjamin Netanyahu : de marionnettiste à marionnette – mais pas encore vaincu

mais l'opposition pourrait elle aussi avoir du mal à en former une. Il pourrait en résulter une nouvelle impasse, comme celle de 2019-2022. C'est pourquoi M. Netanyahu reste dangereux : même affaibli, il sait comment dominer la droite, bloquer les alternatives et survivre à la paralysie. Ce scrutin ne concerne donc pas seulement son avenir ; il s'agit de savoir si la démocratie israélienne peut échapper au système qu'il a construit autour de sa propre survie.

Jan Kapusnak est analyste politique et auteur. Il vit à Tel-Aviv.